

REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-quatre le vingt-et-un-février à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 18

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 février 2024

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Marc RIBET (Adjoints), Yves DURET, Georges GRANGE, Régine COMBE, Bernard PIERRE, Louis LE GUILLOU, Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Edith ROUX, Martine RIZZON (pouvoir à Edith ROUX), Nathalie FAVRE, Pierre GOLDIN (arrivé à 19h30), Fabrice DANNA. (conseillers municipaux) :

Absent : Noël CASTE

Excusé : Martine RIZZON (pouvoir à Edith ROUX) ; Aurélie BLAUD ;

Secrétaire de séance : Céline REVOL

2024-23D : Péril imminent : Information et choix des entreprises (délibération) annule et remplace la délibération n°2024-05 du 24/01/2024

Madame Le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'une partie d'une maison située au 4176 Route d'Aoste s'est effondrée sur la voie publique en date du 15 décembre 2023 justifiant la prise d'un arrêté municipal de péril imminent à la même date. Depuis cette date, la route est barrée dans les deux sens de circulation afin d'assurer la sécurité des tiers. Sachant qu'il s'agit de la rupture d'un édifice privé, les propriétaires de l'habitation se sont rapprochés de leur assurance afin de connaître la possibilité de prise en charge du sinistre ; l'assurance des propriétaires ne semble pas couvrir la vétusté du bâtiment.

Jeudi 21 décembre, Madame Le Maire contacte le Tribunal Administratif de Grenoble afin de dépêcher un expert judiciaire chargé de constater les désordres occasionnés et d'évaluer les risques sur le restant de l'habitation. Monsieur Alain COCHET est désigné comme expert par le tribunal administratif et se rend sur place le jeudi 28 décembre 2023 à 15h pour établir son rapport. Il constate l'effondrement d'une partie de la maison sur la voie publique et confirme que le risque est toujours présent ; le « péril imminent est avéré ». Il ordonne que des mesures d'urgence soient prises : « évacuation des gravats sur la chaussée et compte tenu de la précarité et du déséquilibre de la structure de la toiture en porte à faux côté route, pose de plusieurs butons et renforts métalliques afin d'éviter l'effondrement des murs et de la charpente. Dans un second temps, des travaux lourds de démolition de la toiture puis des murs côté route seront à réaliser jusqu'au mur de refond de la maison. Ces travaux devront être réalisés par une entreprise qualifiée qui mettra tout en œuvre pour travailler en toute sécurité grâce aux étais installés pour maintenir la charpente depuis la route.

Cette 2^{ème} phase de travaux doit être réalisée et terminée au plus tard **FIN JANVIER 2024**.

Actuellement, la circulation sur la RD82 est toujours coupée dans les deux sens puisque que les gravats sont toujours sur la chaussée et que les travaux de consolidation préconisés par l'expert n'ont pas été effectués. Elle ne pourra être rétablie sur une voie qu'après « purge des gravats et pose d'étais » toujours en place. Par ailleurs, une fois que les travaux de démolition d'une partie du bâtiment seront réalisés et que les abords de la Route d'Aoste seront remis en état, la commune pourra lever l'arrêté de péril imminent et autoriser la libre circulation sur la RD82. »

L'expert judiciaire clôture son rapport par une « note importante ».
« Si ces préconisations et travaux n'étaient pas respectés par les propriétaires des lieux dans les délais prescrits, la commune aura tout pouvoir de prendre les mesures appropriées et réaliser les dits travaux aux frais des propriétaires. »

Céline REVOL explique qu'aucune mesure n'a été prise par les propriétaires faute de moyens financiers ce qui se traduit par une route départementale toujours condamnée dans les deux sens de circulation ; situation qui commence à être durement ressentie par les administrés. Elle propose pour y mettre un terme de faire venir un huissier de justice le 31 janvier afin de constater que la situation n'a pas changé : gravats toujours présents sur la chaussée et reste de la maison côté route départementale qui menace de s'effondrer. En définitive, il appartiendra à la commune d'agir en faisant des travaux de nettoyage de la chaussée et de destruction d'une partie de la toiture de la maison pour mise en sécurité des abords de la voirie. Une fois, ces travaux réalisés, l'arrêté de péril imminent pourra être relevé et la circulation rétablie dans les deux sens.

Sur le plan comptable, Madame Le Maire a interrogé le comptable public car il s'agit d'une opération particulière qu'il convient de gérer de la manière suivante :

Il faut créer une opération et lister les dépenses à intégrer dans cette opération. Ces dépenses devront être supportées « temporairement » par le budget principal en section d'investissement sur l'exercice 2024.

Les dépenses liées à cette opération pour compte de tiers seront à mandater au compte 454101. L'ensemble des dépenses devront être refacturées au propriétaire sur le compte de recettes 454201 par production d'un titre de recettes formant « avis des sommes à payer ». A réception dudit avis des sommes à payer, le propriétaire pourra solliciter un délai auprès de la trésorerie de Pont si besoin.

Madame Le Maire fait deux propositions de devis travaux :

Entreprises	Travaux	1 ^{ère} proposition		2 ^{ème} proposition	
TRILLAT CHARPENTE <i>Devis DV01708</i>	Démontage toiture	4050 € HT	4860€ TTC	4820 € HT	5784€ TTC
MEUNIER CURTINET <i>Devis D-000672</i>	Travaux de mise en sécurité (découpe des murs + projection enduit au mortier de chaux sur les tranches de murs conservés pour blocage et consolidation			3 866€ HT	4639,20€ TTC
PERRIN François <i>Devis du 22/01/2024</i>	Démolition et évacuation des déchets			4 400€ HT	5 280€ TTC
J.C.M.TP <i>Devis n°24/01/02</i>	Démolition des galandages /Découpage des murs/Dépose des 2 fenêtres/démolition planché bois/murs en pisé/tri déblais/déblais stockés sur le fond du terrain	5 000 € HT	6 000€ TTC		
TOTAL		9 050€ HT	10 860 € TTC	14 050€ HT	15 703,20€

A ces sommes devront être ajoutés, le montant des 2 constats d'huissier du 08/01/2024 d'un montant de **337,67 € HT** soit **405,20€ TTC (TVA 20%)** et celui du 12/02/2024 d'un montant de **337,67€ HT** soit **405,20€ TTC (TVA 20%)** constatant les désordres occasionnés par l'effondrement d'une partie de la maison et attestant de la présence de l'arrêté de péril imminent sur l'habitation et aux 2 endroits condamnant la circulation ainsi que le constat du 31 janvier qui devra être dressé pour constatation de l'état de la chaussée et de l'habitation qui n'ont pas changé si besoin et du rapport d'expertise dont le montant s'élève à **938,21 € HT** soit **1 125,85 € TTC (TVA à 20 %)**

Entendu l'exposé de Madame Le Maire, le Conseil à l'unanimité,

➤ **APPROUVE** la décision du Maire de faire constater par voie d'huissier à compter du 31 janvier 2024 que la situation reste inchangée au 4176 Route d'Aoste (gravats sur chaussée, maison représentant un risque potentiel pour des tiers en raison de la fragilité de l'édifice) et ce, afin de lui permettre d'effectuer les travaux de nettoyage et de consolidation de l'existant côté RD82.

➤ **VALIDE** la proposition de travaux n°1 pour un montant global de **9 050€ HT** soit **10 860€ TTC (TVA 20 %)** à laquelle il faudra ajouter les frais liés au rapport d'expertise ainsi que les 2 constats d'huissiers. Ce qui porte le coût total de l'opération de remise en état à **10 663,55€ HT** soit **12 796,25€ TTC (TVA 20 %)**

➤ **DECIDE** de créer une opération pour compte de tiers listant les dépenses supportées temporairement par la commune en lieu et place des propriétaires dénommée opération n°01

➤ **D'OUVRIR** une ligne budgétaire en section d'investissement au compte de dépenses 454101 sur le budget primitif 2024 de la commune pour un montant de **10 663,55€ HT** soit **12 796,25€ TTC (TVA 20 %)** et une ligne budgétaire en section d'investissement au compte de recettes 454201 pour un montant estimé de **10 663,55€ HT** soit **12 796,25€ TTC (TVA 20 %)**

➤ **DIT** qu'après avoir payé l'ensemble des factures liées à l'opération du péril imminent, la commune adressera un avis des sommes à payer d'un montant de **12 796,25€ TTC** au propriétaire de la maison située au 4176 Route d'Aoste pour remboursement des sommes avancées.

➤ **PRECISE** que les crédits seront prévus au budget primitif de la commune

➤ **CHARGE** Madame Le Maire de signer tous documents liés à cette opération.

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 21 février 2024

Le Maire, **Céline REVOL**

